



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées
et des enquêtes publiques

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 30 SEP. 2024
PORTANT MISE EN DEMEURE DU
CENTRE D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE DE L'IROISE (CETI) LIEU-DIT AN OALEJOU À GUILERS

LE PRÉFET DU FINISTÈRE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement (partie législative), en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU l'arrêté du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 50-08 AI du 18 septembre 2008, pris au titre de la législation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, autorisant la société CENTRE D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE DE L'IROISE (CETI), dont le siège social est situé lieu-dit « Ty Colo » à Guilers à exploiter au lieu-dit An Oaléjou à Guilers, un établissement spécialisé dans les opérations de tri/transit/regroupement de déchets d'une part, et dans le stockage de déchets inertes ou amiantés liés à des déchets inertes d'autre part ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 25 juillet 2024 à l'exploitant par courrier en recommandé avec accusé de réception en date du 29 juillet 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le courriel de l'exploitant du 17 septembre 2024 par lequel ce dernier indique que les écarts justifiant le présent arrêté seront corrigés pour le 15 octobre 2024 ;

CONSIDÉRANT que lors du contrôle du 18 juillet 2024, les espaces sur lesquels sont entreposés les déchets de bois ne sont pas clairement délimités, ni signalés ;

CONSIDÉRANT que les aires d'entreposage de déchets ne sont pas équipées des moyens nécessaires pour évaluer le volume des stocks présents (bornes, piges, etc.) ;

CONSIDÉRANT que les hauteurs des tas de déchets de bois présents sur site sont supérieures à 6 m ;

CONSIDÉRANT que le respect des aires et des hauteurs d'entreposage telles que prévues dans le cadre d'exploitation du site, ainsi que la présence de moyens visuels d'évaluation des quantités, sont de nature à permettre d'éviter le dépassement des quantités autorisées, mais également à réduire le risque incendie en limitant les quantités présentes, en séparant les tas, et en facilitant leur accessibilité pour les services de secours ;

CONSIDÉRANT que ces constats révèlent des manquements aux dispositions de l'article 13 > IV de l'arrêté ministériel susvisé du 06 juin 2018 ;

CONSIDÉRANT que le délai de la présente mise en demeure est compatible avec le délai de mise en œuvre des mesures correctives, transmis par l'exploitant dans son courriel susvisé du 17 septembre 2024, dans le cadre de l'échange contradictoire préalable à la signature du présent arrêté ;

CONSIDÉRANT dès lors, qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement de mettre en demeure la société CETI de satisfaire aux dispositions de l'article 13 > IV de l'arrêté ministériel sus-visé du 06 juin 2018 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTE

Article 1 -

La société CETI (AIOT n°0005507544) exploitant un centre de traitement, tri, transit et regroupement de déchets au lieu-dit An Oalejou à Guilers (29820), est mise en demeure de respecter :

- dans un délai de un [1] mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 13 > IV de l'arrêté ministériel sus-visé du 06 juin 2018, relatives au respect des aires et des hauteurs d'entreposage, ainsi qu'aux moyens d'évaluation des quantités présentes ;

Article 2 – Sanctions administratives

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Il peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Finistère ou hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

Article 4 – Information des tiers

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Finistère, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CETI et dont une copie sera adressée au maire de GUILERS.

Pour Le Préfet,
Le Secrétaire Général,



François DRAPE

Destinataires :

- M. le sous-préfet de Brest
- M. le Maire de Guilers
- DREAL Bretagne / UD 29
- M. le Directeur de la société CETI